



**MINISTÈRES  
AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE  
TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)*

*Service des données et études statistiques (SDES)*

# ***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES***

**Collecte de l'enquête mobilité des personnes (EMP) 2026**

Référence : 25/SDES/EMP2026

Le présent document comporte 13 pages numérotées de 1 à 13

## SOMMAIRE

Article 1 -	Objet du marché.....	3
Article 2 -	Type et forme du marché.....	3
Article 3 -	Durée du marché.....	3
Article 4 -	Procédure de passation du marché .....	3
Article 5 -	Pièces constitutives du marché.....	3
Article 6 -	Pièces à fournir en cours d'exécution du marché .....	4
Article 7 -	Définition des prestations.....	4
Article 8 -	Modalité d'exécution .....	4
8.1	Passation des bons de commande.....	4
8.2	Délais d'exécution .....	4
8.3	Les livrables.....	5
8.4	Réception des prestations.....	5
Article 9 -	Modalités de vérification de l'exécution des prestations .....	5
Article 10 -	Prix .....	5
Article 11 -	Avance .....	5
Article 12 -	Modalités de règlement.....	6
12.1.	Modalités de règlement.....	6
12.2.	Facturation .....	6
12.3.	Délai de règlement.....	6
12.4.	Coordonnées du comptable assignataire des paiements .....	6
12.5.	Imputation budgétaire de la dépense.....	6
Article 13 -	Pénalités.....	7
13.1.	Pénalités pour retard d'exécution.....	7
13.2.	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique .....	7
13.3.	Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux .....	7
13.4.	Sanctions et pénalités pour non respect des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	7
Article 14 -	Réfaction – majoration.....	7
14.1.	Réfaction.....	7
14.2.	Majoration .....	7
Article 15 -	Nantissement.....	8
Article 16 -	Dispositions diverses.....	8
16.1.	Sous-traitance .....	8
16.2.	Modification du marché.....	8
16.3.	Clauses de réexamen.....	8
Article 17 -	Secret statistique, sécurité des données, et protection des données à caractère personnel .....	8
17.1.	Traitement de données à caractère personnel .....	8
Article 18 -	Responsabilité.....	9
Article 19 -	Statut des prestations fournies.....	9
Article 20 -	Clause d'insertion par l'activité économique .....	9
20.1.	Les publics visés .....	9
20.2.	Objectif d'insertion.....	10
20.3.	Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion. ....	10
20.4.	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	10
20.5.	Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	11
20.6.	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion.....	11
Article 21 -	Clauses environnementales .....	12
Article 22 -	Conditions de résiliation .....	12
Article 23 -	Application de l'article 45 du CCAG/FCS.....	13
Article 24 -	Contentieux et litiges .....	13
Article 25 -	Dérogations au CCAG/FCS .....	13

## **Article 1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la collecte de l'enquête mobilité des personnes (EMP) réalisée sur un échantillon représentatif minimum de 45 000 individus, plus éventuellement deux échantillons de réserve, de 2 500 individus chacun, en France métropolitaine (Corse comprise).

Le Commissariat général au développement durable (CGDD) des ministères Aménagement du territoire, Transition écologique, appelé ci-après l'« Administration », est le maître d'ouvrage. Au sein du CGDD, c'est le Service des données et études statistiques (SDES) qui assurera cette maîtrise d'ouvrage.

## **Article 2 - Type et forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande dont le montant maximum est de 1 250 000 € hors taxes pour la durée totale du marché.

Il n'est pas alloti, car l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **Article 3 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de la date de notification et peut être reconduit une fois 12 mois par tacite reconduction sans que sa durée totale puisse excéder 36 (trente-six) mois.

Dans le cas d'une non reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire au moins un mois avant la date de fin de validité du marché.

## **Article 4 - Procédure de passation du marché**

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles R 2161-2 à 5, R 2162-1 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique.

Cet appel d'offres fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) en application des articles R. 2131-16 et R. 2131-19 à 20 du code de la commande publique.

## **Article 5 - Pièces constitutives du marché**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes (annexe 1 - bordereau des prix unitaires, annexe 2 relative aux clauses sociales) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la proposition technique et financière du candidat ;
- les bons de commande ;
- la lettre de candidature DC1 ;
- la déclaration du candidat DC2.

En cas de contradiction entre les documents du Titulaire (clauses générales des ventes, mémoires techniques, autres annexes du candidat...) et les clauses du marché, seules prévalent les clauses du CCAP et du CCTP.

En cas de contradiction ou de différence, les pièces de marché prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

En cas de contestation, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservées dans les archives du CGDD.

## **Article 6 - Pièces à fournir en cours d'exécution du marché**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères Aménagement du territoire, Transition écologique (MATTE) – Commissariat général au développement durable (CGDD), à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

## **Article 7 - Définition des prestations**

La description précise des prestations à réaliser fait l'objet du CCTP, pièce contractuelle du présent marché.

## **Article 8 - Modalité d'exécution**

### **8.1 Passation des bons de commande**

L'Administration établira une liste des prestations à réaliser. Celle-ci fera l'objet d'un devis établi sur la base des prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaires de la part du titulaire. Au vu de ce devis, un bon de commande sera alors transmis au Titulaire pour exécution de la prestation.

Un bon de commande pourra être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et son délai d'exécution ne pourra excéder 4 mois.

Les bons de commande mentionnent :

- la référence au présent marché (numéro et date de notification) ;
- les quantités commandées pour chacun des prix du marché ;
- le montant hors taxe de la commande ;
- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur la base du taux en vigueur au moment de l'édition de la commande ;
- le montant toutes taxes comprises de la prestation commandée ;
- les lieux de livraison et d'exécution ;
- le délai d'exécution.

### **8.2 Délais d'exécution**

L'Administration fournira au Titulaire les jeux de données et la documentation nécessaires à l'initialisation de la chaîne technique et à l'ensemble des opérations de collecte, amont et aval, menées par la maîtrise d'ouvrage. Ces données sont présentées dans les annexes au CCTP.

Cette chaîne technique devra être opérationnelle trois mois à compter de la date de notification du présent marché pour la préparation des opérations de test de collecte à effectuer.

Les différents livrables (jeux de données et documentation) attendus par l'Administration devront être transmis par le Titulaire :

- Au maximum deux mois après le début de la collecte pour le test de l'enquête ;
- Au maximum quatre mois après le début de la collecte pour chacune des vagues de l'enquête.

Les délais d'exécution sont indiqués dans le CCTP.

### **8.3 Les livrables**

Les livrables sont spécifiés dans le CCTP.

### **8.4 Réception des prestations**

Les prestations seront réalisées en application des dispositions du cahier des clauses techniques particulières et seront livrées numériquement à l'adresse suivante : [emp2026.sdst.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:emp2026.sdst.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

Pour toute livraison physique qui s'avérerait nécessaire, l'adresse sera la suivante :

Ministères Aménagement du territoire, Transition écologique

CGDD / SDES / SDST / BSSM

À l'attention de M. Guillaume BAYONA

Tour SÉQUOIA ; bureau 1904

92055 - La Défense - CEDEX

Chaque livraison sera accompagnée d'un PV accusant réception de celle-ci, daté, tamponné et signé par les deux parties, ou à défaut » un mail de réponse de bonne réception.

L'Administration dispose d'un délai de 4 semaines pour valider le service fait.

Si les prestations ne répondent pas aux attentes, le Titulaire dispose de 3 semaines pour les mettre en état de recevabilité, dans la limite de 3 livraisons supplémentaires.

## **Article 9 - Modalités de vérification de l'exécution des prestations**

L'Administration communiquera au Titulaire le modèle de questionnaire, qui se chargera de le décliner en un format électronique.

L'Administration participera à la formation de l'équipe en charge de l'enquête.

L'Administration suivra le déroulement de la collecte (atteinte des taux de réponse par vague), notamment par l'examen des tableaux de gestion.

## **Article 10 - Prix**

Le marché est conclu à prix unitaire ferme.

Seuls les prix d'affranchissement, non assujettis à la TVA, sont ajustés sur les tarifs postaux en vigueur.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau des prix unitaires en annexe 1 de l'acte d'engagement. Seules les prestations réellement réalisées donneront lieu à facturation.

Le prix des prestations, tel que mentionné dans l'offre financière du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le prix indiqué comprend obligatoirement l'ensemble des charges relatives à la prestation notamment les frais de déplacement, ainsi que les frais de transport, de livraison et de conditionnement.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les prix indiqués s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors de la réalisation du fait générateur c'est-à-dire de la réalisation des prestations.

## **Article 11 - Avance**

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 10 du code de la commande publique.

L'avance est versée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant deux mois, et remboursée suivant les dispositions du code de la commande publique.

## **Article 12 - Modalités de règlement**

### **12.1. Modalités de règlement**

Le règlement est effectué au fur et à mesure de l'exécution des bons de commande sur présentation d'une facture et après validation du service fait.

### **12.2. Facturation**

Les factures sont libellées au nom du :

Ministères Aménagement du territoire, Transition écologique - MATTE/CGDD  
CGF-MATTE-AC  
Grande Arche de La Défense  
Paroi-Sud - 23ème étage  
92055 LA DEFENSE Cedex

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

Elles devront comporter les indications suivantes :

- Désignations des parties contractantes (nom/raison sociale et adresse) ;
- Le numéro et la date de notification du présent marché ;
- Le code du service exécutant soit : FAC9450075 ;
- Date, numéro de la facture ainsi que son montant hors taxes, toutes taxes comprises et le taux de la TVA ;
- Description de la prestation facturée.

Le Titulaire devra adresser ses factures sous format électronique à l'aide du portail Chorus pro.

L'inscription sur ce portail dédié se fait à l'adresse suivante :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées doivent comporter le numéro du marché Chorus correspondant (numéro à 10 chiffres) et le code « service exécutant » suivant : FAC9450075.

Le SIRET du destinataire État est : 110 002 011 000 44.

L'État se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit au compte ouvert désigné dans l'acte d'engagement.

### **12.3. Délai de règlement**

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie.

En application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

### **12.4. Coordonnées du comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel – Arche sud – 92055 La Défense.

### **12.5. Imputation budgétaire de la dépense**

Cette dépense sera imputée sur le programme 159-action 10-sous action 08 - centre de coût : CGDSDES092.

La Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) (programme 203) des Ministères Aménagement du territoire, Transition écologique contribue au financement.

## Article 13 - Pénalités

### 13.1. Pénalités pour retard d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), il sera fait application de pénalités si des dépassements des délais sont constatés dans l'exécution des prestations commandées.

### 13.2. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

### 13.3. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de **50 euros** par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs demandés au titre des considérations environnementales, il sera appliqué une pénalité égale à **50 euros** par jour de retard et par pièce manquante.

### 13.4. Sanctions et pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité

Sans préjudice des sanctions prévues par l'article 226-13 du code pénal, des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5 % de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

## Article 14 - Réfaction – majoration

### 14.1. Réfaction

Pour la collecte proprement dite et non pour celle du test, il est fixé un taux de réalisation des objectifs, égal au nombre de réponses exploitables obtenues (cf. CCTP soit nombre de questionnaires « réussis », ou nombre de répondants), divisé par le nombre de réponses demandées. Par exemple, si à la fin de la collecte le nombre de répondants est de 19 000, par rapport aux 20 000 attendus (cf. CCTP), le taux de réalisation de l'objectif est de 95 %.

Un malus, nommé X, pourra ainsi être appliqué, à calculer en notant B la somme des montants de tous les bons de commande du marché, C un coefficient fixé à 0,15 et T ce taux de réalisation comme évoqué ci-dessus :

$$X = C * (1 - T) * B$$

Exemple : avec le taux mentionné ci-dessus, cela donnerait un malus de : 0,0075 \* B.

La réfaction sera appliquée au paiement du dernier bon de commande du marché.

### 14.2. Majoration

Pour la collecte proprement dite et non pour celle du test, il est fixé un taux de réalisation des objectifs, égal au nombre de réponses exploitables obtenues (cf. CCTP soit nombre de questionnaires « réussis », ou nombre de répondants), divisé par le nombre de réponses demandées. Par exemple, si à la fin de la collecte le nombre de répondants est de 22 000, par rapport aux 20 000 attendus (cf. CCTP), le taux de réalisation de l'objectif est de 110 %.

Un bonus, nommé Y, pourra ainsi être appliqué, à calculer en notant B la somme des montants de tous les bons de commande du marché, C un coefficient fixé à 0,15 et T ce taux de réalisation comme évoqué ci-dessus :

$$Y = C * (T - 1) * B$$

Exemple : avec le taux mentionné ci-dessus, cela donnerait un bonus de : 0,015 \* B.

La majoration sera appliquée au paiement du dernier bon de commande du marché.

## **Article 15 - Nantissement**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du code de la commande publique.

## **Article 16 - Dispositions diverses**

### **16.1. Sous-traitance**

Pour toute sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

### **16.2. Modification du marché**

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

### **16.3. Clauses de réexamen**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par écrit, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment, des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations (entre autres du fait de facteurs externes, par exemple liés au secteur des télécommunications et ses régulations) et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

## **Article 17 - Secret statistique, sécurité des données, et protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Il est tenu par l'obligation de discrétion. Il signera un engagement de confidentialité auprès du Conseil national de l'information statistique (CNIS).

Le Titulaire et ses personnels s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une rencontre, manifestation ou entrevue.

En raison de la confidentialité des données, les réponses à l'enquête, sous forme papier ou électroniques, devront être saisies sur le territoire français et hébergées sur un serveur sécurisé localisé sur le territoire français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### **17.1. Traitement de données à caractère personnel**

L'enquête mobilité des personnes est une enquête statistique, menée dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle doit également respecter :

- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).

Le Titulaire devra respecter ces deux lois et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, et notamment les articles 34 à 36 de la loi n°78-17 susvisée relatives à la sécurité et à la confidentialité des données, ainsi que les articles 28 et 29 du RGPD susvisé.

Les engagements du titulaire sont précisés dans l'article IV.1.4.2. Confidentialité du CCTP.



Le non-respect de ces engagements entraîne l'application automatique d'une pénalité selon les modalités de l'article 13.4 ci-dessus.

## **Article 18 - Responsabilité**

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

## **Article 19 - Statut des prestations fournies**

Le Titulaire du marché cède, à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute natures afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché. Les informations, documents et résultats produits dans le cadre de ce marché sont la propriété de l'Administration. Il sera fait mention de l'Administration (MATTE/CGDD/SDES) dans les documents produits. La diffusion des documents papier et électroniques, ainsi que leur valorisation, sont à l'initiative exclusive de l'Administration.

## **Article 20 - Clause d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Le Titulaire devra réaliser au moins une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **20.1. Les publics visés**

Sont visés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de Contrat d'engagement Jeunes (CEJ) ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC (Ensemble Paris Emploi Compétences), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

## 20.2. Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée de l'accord-cadre
Lot unique	300 (trois cents) heures

## 20.3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des heures d'insertion fixés à l'article 21.2 ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

### ✓ 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être - comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 3 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

### ✓ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

### ✓ 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

## 20.4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Contact : Valentin SOUCHARD, chargé de projets clauses sociales et relation entreprises, courriel : [valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris) ; [pole-clauses@epec.paris](mailto:pole-clauses@epec.paris) 07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;

- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

## 20.5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article 22 du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur à l'adresse :

[emp2026.sdst.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:emp2026.sdst.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris) et en copie : [valentin.souchard@epec.paris](mailto:valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 14.2 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

## 20.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;

- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet - 75019 Paris

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **Article 21 - Clauses environnementales**

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## **Article 22 - Conditions de résiliation**

Le marché peut être résilié par l'Administration, suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

## **Article 23 - Application de l'article 45 du CCAG/FCS**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS portant sur l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire s'appliquent au présent marché.

## **Article 24 - Contentieux et litiges**

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil conformément à l'article L. 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent.

## **Article 25 - Dérogations au CCAG/FCS**

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux articles 30.1 et 30.2 du CCAG/FCS.